

LÉGATION DE SUISSE
DANS LA
RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

MONTEVIDEO, le 26 août 1955.
Avda. Agraciada 1623 piso 11
CASILLA DE CORREO 810
DIR. TELEG.: LEGATSUIZA
HORARIO 9 A 12

*P. à A. Venir examiner les
questions soulevées dans cette
lettre et répondre à notre
invitation*

REF. R.P. No 4/1955.

*p. A. 21.31. Montevideo
s. C. 41. Uruguay. M.M.O.*

30.8.

an	Datum	Visa
ZE	31.8.	✓
LI	31.8.	
a/a	20.9.	✓

Recommandation telle donnée

Nos relations avec l'Uruguay.

*Le Lepouti et préparé des copies que
M. Petitpierre feraient envoyer à
ses collègues Hollenstein et Haldi.
et Mucicior et autre*

Monsieur le Président de la Confédération;

2/31.8

Comme ailleurs, même si l'éloignement le rend un peu flou, le nom de notre pays suggère ici la double image de la démocratie et du travail. L'Uruguay nous porte de l'intérêt pour cette raison précise que son exécutif est du type du nôtre. Il a un régime collégial, le seul de l'Amérique, ce dont il n'est pas peu fier. Notre expérience avait fait grande impression sur l'oncle de l'actuel président Batlle Berres, José Batlle y. Ordonez, qui a marqué son pays de sa forte personnalité. Mais pour lui le problème était celui de l'antidote du système autoritaire et non celui de l'équilibre d'une nation composite. Quoi qu'il en soit, sa solution se trouvant être proche de la nôtre, encore que pour des nécessités totalement différentes, nous en retirons de la considération auprès des doctrinaires politiques, mais aussi, en général, des gens réfléchis.

L'exceptionnelle activité diplomatique dont la Suisse est le centre ajoute encore à cette considération. Notre position morale est donc bonne, mais elle demande à être entretenue. De ce point de vue, l'acquisition d'une résidence pour le chef de mission sera fort utile. La vie mondaine tient ici une grande place, ce qui oblige à beaucoup recevoir.

Un peu tous les pays, et pas seulement les plus grands, se font valoir par les manifestations les plus diverses. En 1954, mon prédécesseur a pris l'initiative de présenter les oeuvres de

Monsieur Max Petitpierre,
Président de la Confédération,
B e r n e.

./.

*Il n'est pas possible
de passer à l'actuel*



- 2 -

notre art contemporain rassemblées pour la biennale de Sao Paulo. Juste avant nous les Hollandais avaient organisé une exposition Rembrandt et ils viennent de faire entendre leur meilleur hispanisant. Nous avons cet hiver des tournées théâtrales anglaise, belge, française, italienne. Aussi est-ce avec grand plaisir que j'attends la visite de M. et Mme Jean Bard annoncée pour l'année prochaine.

Nos moyens de propagande limités doivent en tout cas être employés à bon escient. La mentalité propre aux Espagnols d'Amérique oblige à des ménagements. Il faut tenir compte d'un orgueil national toujours prêt à s'enflammer, de la vanité de l'esprit créole, du sentiment de supériorité que les riverains du Río de la Plata tirent de leurs communes origines blanches. Mais il y a aussi la susceptibilité bien connue de l'Uruguayen à l'égard de l'Argentin, plus particulièrement celle de la grande ville de province qu'est Montevideo pour ce qui touche à la métropole Buenos Aires. Nous avons à apprendre à ce sujet.

Il est délicat pour nous d'avoir à expliquer comment il se fait que des représentants de notre administration centrale ou d'organismes semi-officiels de chez nous dont le séjour plus ou moins long à Rio de Janeiro ou à Buenos Aires a été signalé à l'envi dans la presse trouvent tout juste le temps de s'arrêter à Montevideo entre deux avions. Tel avait été le cas il y a deux ans d'une délégation de la Swissair, alors pourtant que notre ligne aérienne vers l'Amérique du Sud paraissait devoir être exploitée d'emblée jusqu'à Montevideo, que l'autorisation uruguayenne n'était pas encore accordée et qu'il ne fallait donc pas indisposer les gens d'ici. Une délégation de l'office fédéral de l'air arrivée hier a heureusement saisi que ces procédés cavaliers peuvent se retourner contre nous et elle ne laissera pas l'impression d'être venue à la sauvette.

Une visite dont nous ne pouvons que nous louer est celle de M. Edwin Stopper. Notre délégué aux accords commerciaux a pris son temps, su voir tous ceux qu'il fallait et laisser l'impression la plus favorable. Sa personnalité et sa maîtrise des problèmes

./.

*nos nouvelles
doivent venir
et augmenter le nombre
de interventions.*

Agriable

- 3 -

économiques se sont imposées. Il a saisi l'occasion de préciser et redresser des idées grevant le développement de nos échanges commerciaux réciproques, ainsi que de persuader ses interlocuteurs de stimuler les achats en Suisse puisque, par le jeu d'un clearing, ceux-ci sont techniquement liés aux nôtres en Uruguay. J'ai le sentiment qu'il a retiré le plus d'avantages possible, bref que sa visite a été une réussite, mais qu'il est essentiel qu'elle se renouvelle.

Accord

Dans le domaine économique nous avons à faire à forte partie. La division du commerce s'intéresse aux marchés sud-américains, comme le prouve le récent voyage de M. Stopper. Ces dernières années, Montevideo a eu la visite intéressée du prince consort des Pays-Bas et d'une série de ministres de l'économie, y compris celui d'Allemagne, le professeur Erhard. L'action officielle se double d'une action privée systématique, dont nous avons de constants exemples. Nous ne savons ainsi que trop que la concurrence allemande voudrait à tout prix nous évincer du marché des colorants. Un des chefs de la maison Siemens vient de repartir après un séjour annoncé à coups de trompette. J'ai beaucoup regretté que le président de la chambre suisse de l'horlogerie, M. Edgar Primault, n'ait pas fait escale à Montevideo lors de son voyage à Buenos Aires il y a peu de mois.

Pour maintenir nos positions en Uruguay, nous devons, par conséquent, pratiquer une politique de présence et ne pas laisser le champ libre à des pays avec lesquels nous pourrions mieux nous mesurer si nos efforts étaient coordonnés. Les maisons suisses qui exportent en Amérique du Sud doivent savoir que leurs concurrents comprennent toujours mieux que les affaires, de plus en plus violemment disputées, ne peuvent indéfiniment se traiter à distance, qu'ils les entretiennent et les développent en faisant pratiquement examiner la situation sur place par des membres de leur personnel dirigeant. Le maintien des marchés extérieurs est à ce prix. Bien des entreprises de chez nous, qui le pourraient, ne le font pas. Et celles qui le font ne veillent pas toujours à ce que leurs délégués prennent avec votre légation les contacts que commande l'intérêt général.

./.

- 4 -

En haut lieu, ici, on apprécie fort les marques de distinction de l'étranger. Il serait donc vain de vouloir prétendre que ce ne sont là que colifichets. Le fait est qu'on en use et en abuse, comme le prince consort des Pays-Bas qui les a distribués si libéralement qu'il a presque dépassé la mesure de l'avis des milieux officiels. Et le ministre uruguayen des affaires étrangères qui a assisté à la commémoration du 10^e anniversaire des Nations Unies a été lui aussi abondamment décoré au cours de son voyage à San Francisco. Je me permets de penser que notre infériorité à cet égard demanderait à être compensée d'une manière ou d'une autre si nous voulons pouvoir compter sur les dirigeants d'un de ces pays où l'on n'a rien pour rien.

M. Stopper l'a si bien compris qu'il avait avec lui une montre dont il comptait faire cadeau à un des premiers personnages de la république, mais l'occasion ne s'en est finalement pas présentée. Je crois savoir que certaines branches de notre industrie d'exportation seraient disposées à envisager des dons de cette espèce. Vous partagerez mon avis que, pour des raisons de principe, une telle démarche devrait avoir un caractère officiel. On pourrait offrir des produits de la soierie ou de l'horlogerie, par exemple, aux chefs de l'état et aux ministres des affaires étrangères et à leurs épouses que cela nous serait singulièrement utile. Au surplus, l'exécutif ayant été élu pour quatre ans, jusqu'en 1959, un geste de notre part aurait des effets durables ... Je souhaite que ma suggestion soit jugée digne d'examen.

En attendant, j'ai à vous signaler que le ministre des affaires étrangères, M. Santiago Rompani, a été officiellement invité à Bonn - sous le prétexte de discuter un nouvel accord de paiement - qu'il vient d'être autorisé à accepter et qu'il a été ou va être sollicité de s'arrêter à cette occasion à Rome, Paris, La Haye, Bruxelles (cette énumération n'a pas la prétention d'être complète). Il me semble que, ~~celle~~ que puisse être notre pratique,

./.

Ruiss à faire

*Dans du cas
exceptionnels
non soumis*

- 2 -

il nous serait difficile de ne pas figurer sur la liste des pays invitants, qui sont nos voisins et nos concurrents. Les préparatifs du voyage étant déjà en cours, je vous serais extrêmement reconnaissant de me faire connaître le plus tôt possible la décision qui aura été prise.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:



recevront -
ou, mais
pas invitants
a